

Réponse du chancelier allemand à la communication du 28 août 1939 du Gouvernement de Sa Majesté au Royaume-Uni remise à l'ambassadeur de Sa Majesté, le soir du 29 août 1939.

L'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin a soumis au Gouvernement britannique des suggestions que je crois nécessaire d'énumérer par ordre :

1. Afin d'exprimer une fois de plus la volonté du Gouvernement du Reich d'en venir à une entente anglo-allemande sincère de coopération et d'amitié.

2. Afin de ne laisser aucun doute sur le fait que cette entente ne pourrait être achetée au prix du renoncement des intérêts vitaux de l'Allemagne, à plus forte raison de demandes fondées tant sur les principes ordinaires de la justice humaine que sur la dignité de la nation et l'honneur de notre peuple.

Le Gouvernement allemand a noté avec satisfaction, dans la réponse du Gouvernement britannique et dans les explications verbales fournies par l'ambassadeur britannique, que pour sa part le Gouvernement britannique est aussi disposé à améliorer les relations entre l'Allemagne et l'Angleterre, et à les amplifier dans le sens des propositions allemandes.

A ce sujet le Gouvernement britannique est aussi convaincu que la réalisation de cette espérance suppose la suppression préalable de la tension germano-polonaise, devenue intolérable.

Depuis l'automne de l'an dernier et une dernière fois en mars 1939, le Gouvernement polonais a été saisi de propositions, tant verbales qu'écrites, relatives à l'amitié qui existait alors entre l'Allemagne et la Pologne, et a reçu l'offre d'une solution acceptable de part et d'autre aux questions en litige.

Le Gouvernement britannique sait que le Gouvernement polonais a jugé bon, en mars dernier, de repousser définitivement ces propositions, cependant que cette fin de non-recevoir lui servait de prétexte ou d'explication à des préparatifs militaires qui, depuis, n'ont cessé de gagner en importance.

La Pologne procédait déjà à la mobilisation au milieu du mois dernier. Cet acte était accompagné de nombreux empiétements perpétrés à l'instigation des autorités polonaises sur la ville libre de Dantzig; on fit à cette ville des sommations menaçantes qui allaient jusqu'à prendre l'accent d'un ultimatum.

Afin d'épuiser les résistances politiques de cette collectivité allemande et de détruire son armature économique, on donna d'abord à la fermeture de la frontière le caractère d'une mesure douanière pour exercer ensuite une pression militaire portant atteinte au trafic et aux communications.